



HAL
open science

Un État fragmenté face à son devenir

Mirjana Morokvasic, Nebojsa Vukadinovic

► **To cite this version:**

Mirjana Morokvasic, Nebojsa Vukadinovic. Un État fragmenté face à son devenir. Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 2004, Vol 35 (N°1-2). halshs-03973585

HAL Id: halshs-03973585

<https://shs.hal.science/halshs-03973585>

Submitted on 4 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un État fragmenté face à son devenir

Mirjana Morokvasic, Nebojsa Vukadinovic

Citer ce document / Cite this document :

Morokvasic Mirjana, Vukadinovic Nebojsa. Un État fragmenté face à son devenir. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 35, 2004, n°1-2. Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro. pp. 5-16;

https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2004_num_35_1_1639

Fichier pdf généré le 12/04/2018

INTRODUCTION : UN ÉTAT FRAGMENTÉ FACE À SON DEVENIR

Mirjana MOROKVASIC et Nebojša VUKADINOVIĆ *

L'objet de ce numéro spécial est d'éclairer les transformations intervenues depuis 1989 en Serbie-Monténégro ¹. Celle-ci est restée jusqu'à présent à l'écart de la « transitologie » en France où l'attention s'est davantage portée sur les pays de l'ex-bloc de l'Est dont l'espace ex-yougoslave ne faisait pas partie. Pour cet état des lieux, nous avons privilégié une approche pluridisciplinaire plutôt qu'un approfondissement des paradigmes et des questionnements à l'intérieur d'une seule discipline. La Serbie-Monténégro est, par son poids démographique et sa superficie, le plus grand État des États successeurs de la Yougoslavie socialiste et occupe une position géo-stratégique centrale dans les Balkans. Elle est donc un élément incontournable de la stabilité régionale, mais conserve des sources d'instabilité chroniques.

1. L'HÉRITAGE DES ANNÉES 1990

Pour la plupart des PECO, l'heure est aux bilans et à la « consolidation démocratique » (Zielonka, 2002 ; Guilhot & Schmitter, 2000), leur « transition à la démocratie » se déclinant même au passé (Higley & Pakulski, 2000). Ainsi, huit d'entre eux, dont la Slovénie, un des États successeurs de la Yougoslavie socialiste, viennent d'intégrer l'Union européenne, le 1^{er} mai 2004. Comme le rappellent plusieurs auteurs de ce numéro, le processus de transition en Serbie-Monténégro avait bien débuté en 1989/1990. En revanche, l'après-1989 y est marqué par des blocages et des retards que la « récession transformationnelle » (Kornai, 1993) ne suffit pas à expliquer ; ils sont aussi et, peut-être, avant tout la conséquence d'un ensemble complexe de facteurs politiques – les guerres, les sanctions internationales et autres interventionnismes, l'isolement international et

* Directrice de recherche au CNRS. Laboratoire d'Analyse des Systèmes Politiques, Université Paris X (mirjana.morokvasic@u-paris10.fr) et chercheur associé à l'ENS (nvukadinovic@hotmail.com).

1. Depuis février 2003, elle a pris le nom de Communauté d'États de Serbie-et-Monténégro. Nous retiendrons ici l'appellation de Serbie-Monténégro pour ce pays qui succède à la RFY (République Fédérale de Yougoslavie, 1992-2003) et ex-Yougoslavie ou Yougoslavie socialiste ou encore RSFY (République Socialiste Fédérative de Yougoslavie) pour l'État qui a cessé d'exister en 1992. Alors que certains textes de cette publication concernent l'ensemble du pays, d'autres se limitent à la Serbie et l'un est exclusivement consacré au Monténégro.

la dislocation du marché de l'espace yougoslave, dont l'effet aura été de dévaster l'économie et de paupériser la population. Ces facteurs ont bouleversé, voire détourné, le cours des réformes engagées et ont ainsi empêché la réussite de la transition en général.

Pourtant, sur le plan économique, la RSFY semblait mieux préparée que les autres pays socialistes à réussir sa transition économique (Woodward, 1995). Comparant la Yougoslavie à la Pologne, Michel Drouet rappelle que les réformes du gouvernement d'Ante Marković en 1990 bénéficiaient d'un contexte économique, conjoncturel et systémique plus favorable. Les frontières étaient ouvertes, les réserves en devises plus abondantes et le pays était, en outre, largement intégré dans l'économie mondiale par des échanges multiples et de nombreux accords d'association avec des organisations internationales, dont certains avec le Marché commun. Sur le plan politique, plusieurs options étaient envisageables à cette époque : soit le maintien de l'unité du pays et sa transformation démocratique, soit une partition à l'amiable, soit, enfin, une désintégration violente. Les deux premières perspectives impliquaient un minimum de volonté de négocier pour arriver à un compromis mais cette volonté ne fut pas au rendez-vous et c'est le troisième et le pire des scénarios qui s'est produit (Goati, 1996). Deux ans seulement après la chute du monde communiste, la Yougoslavie s'est désintégrée en plusieurs États dans et par les guerres sans avoir eu l'occasion de gérer ses propres contradictions dans un contexte démocratique (voir également la périodisation que propose Yves Tomić).

En Serbie-Monténégro, durant la décennie 1990, la transition s'est poursuivie dans un contexte d'autarcie et de mainmise du régime de Slobodan Milošević sur le pays. Ce n'est donc qu'après le 5 octobre 2000 que les conditions d'une ouverture internationale, nécessaire à la transition, ont pu avoir lieu. Mais cette nouvelle transition est accablée par une lourde hypothèque héritée de la décennie Milošević, lequel a dilapidé entre autres les acquis de la Yougoslavie socialiste, notamment sur le plan des échanges internationaux et des liens avec l'Europe. Les États ayant succédé à la RSFY ont, pour la plupart, hérité des contradictions sous-jacentes à son système institutionnel et économique, cherchant le salut dans l'idéologie nationaliste. En Serbie, comme dans les autres Républiques, l'éveil national a pris le pas sur la démocratisation et les conséquences de cette évolution ont pesé sur l'ensemble de la région. Il s'est accompagné d'un processus de retour à la tradition ou « repatriarcalisation » de la société serbe et d'un regain des tendances autoritaires (Blagojević, 2000 ; Iveković, 1997). Le processus de démocratisation était donc, dès ses prémices, mal engagé, ainsi que le souligne Diane Masson dans son article. Il s'est en effet déroulé dans un contexte de désintégration de la RSFY et d'affirmation des aspirations nationales. En Serbie, tout comme en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, les nouveaux pouvoirs issus des premières élections libres se sont construits en opposi-

tion aux « ennemis » qu'ils avaient désignés et c'est dans les guerres qu'ils vont se consolider.

Les auteurs de ce numéro dressent un bilan catastrophique de la période écoulée qui a vu se succéder les guerres, les sanctions économiques, deux épisodes d'hyperinflation, des mobilisations contre le pouvoir, des bombardements de l'OTAN. L'économie du pays a connu une chute dramatique de la production et une importante décapitalisation. Comme le remarque Michel Drouet, la baisse abrupte du produit social au début des années 1990 ne se retrouve dans aucun autre pays d'Europe centrale et orientale. Le niveau de vie de la population s'est, lui aussi, brutalement effondré dès la fin de l'année 1991 et un tiers de la population s'est retrouvé au-dessous du seuil de pauvreté. De plus, le taux de chômage a atteint 30 % et il est appelé à augmenter à mesure que se restructurent les entreprises privatisées. Dans ces conditions, de nombreux ménages cherchent à survivre grâce à l'économie informelle.

Une grande partie de la population de la Serbie-Monténégro est en recomposition depuis 1990 comme le montre Mirjana Morokvasic. L'exode des cerveaux et le départ de centaines de milliers de jeunes, amorcés dans les années 1980, se sont amplifiés au courant des années 1990 : ils partent pour échapper à la guerre et fuir un avenir incertain. Parallèlement, la RFY – et principalement la Serbie – accueille au cours de la décennie 1990 quelque 900 000 réfugiés de guerre de Croatie et de Bosnie-Hérzégovine qui vont accroître la population des chômeurs et le nombre de personnes vivant dans le dénuement. En 1999, les réfugiés du Kosovo viendront s'y ajouter.

Sur le plan international, Daniela Heimrl s'interroge sur les contradictions et les limites de la politique d'isolement menée par l'Union européenne, incapable d'accompagner de manière constructive la dissolution de la Yougoslavie socialiste. L'embargo, les sanctions, les bombardements de l'OTAN et, plus généralement, l'interventionnisme punitif de la communauté internationale se sont avérés contre-productifs et n'ont pas réussi à affaiblir le régime de Slobodan Milošević. Cette politique a imprimé une marque différente sur les sphères politiques, économiques et sociales de la Serbie, du Monténégro et du Kosovo. Au fur et à mesure que cette différenciation se prolongeait dans le temps, les trois entités devinrent des acteurs politiques régionaux quasi indépendants. Ce processus de dissociation atteignit son paroxysme à la fin de la décennie, ainsi que l'illustre très bien l'exemple du Monténégro dans le texte d'Amaël Cattaruzza.

L'isolement international a même contribué à renforcer le pouvoir de Slobodan Milošević. Centralisé, mettant sous contrôle les collectivités locales dont l'autonomie est niée sur les plans juridique, institutionnel et financier, il a pu procéder à une réorganisation de la production et mettre en place une « économie autarcique ». Afin de faire face au manque de

liquidités, il a recouru à un système de captation de l'épargne de la population par l'intermédiaire de plusieurs banques pyramidales (Dinkić, 1995). Une mainmise sur les grandes entreprises a également eu lieu lors du processus de privatisation comme l'explique Catherine Samary. D'autre part, les sanctions et la nécessité de les contourner se sont traduites par l'émergence de vastes réseaux d'économie informelle : l'interpénétration des sphères économique et politique a, comme le souligne Michel Drouet, fait émerger une oligarchie financière dont le développement repose sur des liens étroits avec le pouvoir qui lui assurent des conditions d'exercice privilégié et le monopole des transactions.

Certaines analyses consacrées à cette période mettent l'accent sur la « destruction de la société », faisant ressortir la dégénérescence des processus transformationnels amorcés à la fin des années 1980 (Lazić, 1994 ; Bolčić & Milić, 2002) ainsi que le contexte violent de la transition (Glamočak, 2002). Des recherches sur la vie quotidienne mettent en évidence les « gagnants et les perdants » de la transition (Milić, 2002). Selon Mladen Lazić, autre auteur de ce numéro, pendant cette période de « transformations bloquées », s'opère une conversion des positions de pouvoir de l'équipe dirigeante en capital économique. Mais avec l'affaiblissement de Slobodan Milošević, les groupes économiques qui commençaient à voir en lui l'obstacle principal à leur ascension sociale se renforcent. C'est ainsi que la « reproduction des élites » (Szelenyi & Szelenyi, 1995) se transforme en processus de « reconstruction adaptative ».

Pourtant, le changement systémique n'est pas totalement gelé : différentes libertés sont acquises progressivement, des organisations prolifèrent au sein de la société civile et la population se mobilise en faveur des réformes et contre les abus du pouvoir. En effet, et Yves Tomić nous le rappelle, le régime de Slobodan Milošević est loin d'avoir bénéficié d'un soutien sans faille contrairement à ce que pouvait laisser entendre le discours médiatique dans le monde occidental. Sa base sociale se rétrécit peu à peu, il est très rapidement obligé de former un gouvernement de coalition et, vaincu aux élections, de recourir à la fraude pour garder le pouvoir. Les mouvements de contestation qui se sont prolongés tout au long de la décennie 1990, souvent sous des formes non institutionnelles, échouent dans un premier temps ; ils ont néanmoins préparé le renversement du régime en octobre 2000, certes avec l'appui, cette fois, de l'Occident.

2. L'APRÈS 5 OCTOBRE 2000

Lorsque la page est enfin tournée, le pays doit faire face au lourd héritage d'une décennie de « guerre et de misère » et d'interventions internationales souvent contradictoires. Désormais, la transition se poursuit dans un État divisé en trois parties et les processus transformationnels prennent trois directions différentes.

La Serbie-Monténégro a les apparences d'un État : un président, une charte constitutionnelle adoptée en février 2003, un parlement, une politique internationale, une armée ; elle signe des traités internationaux et elle est membre des organisations internationales. Mais elle a aussi des économies séparées par des frontières qui rendent difficile la circulation des marchandises, deux constitutions (dont l'une date de 1990) qui doivent encore être amendées pour être mise en conformité avec la Charte constitutionnelle. Lorsque l'on tient compte du Kosovo, la réalité institutionnelle du nouvel État est encore plus complexe : fragmenté, il est composé de trois parties dont deux États quasi souverains : la Serbie – 7,5 d'habitants, le Monténégro – 670 000 habitants et le Kosovo – 2 millions d'habitants environ ; ce dernier, qui fait toujours formellement partie de la Serbie-Monténégro selon la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 10 juin 1999, est administré par la MINUK (Mission d'administration intérimaire des Nations Unies) et sa sécurité est confiée à la KFOR. Les réformes économiques et juridiques au Kosovo ont été menées depuis 1999 par la MINUK, souvent sans tenir compte de leurs conséquences légales à long terme dans les relations avec la Serbie. L'administration internationale du Kosovo s'est ainsi octroyé des prérogatives d'État. La question du statut final du Kosovo et des répercussions régionales et internationales qu'il pourrait avoir constitue un enjeu important pour l'avenir car il pose de nouveau la question des frontières.

Le changement de pouvoir à Belgrade amorce un tournant radical dans la politique internationale à l'égard de la RFY/Serbie-Monténégro, qu'étudie Daniela Heimerl. Après avoir, pendant des années, nourri les rêves d'indépendance du Monténégro, l'UE, soucieuse d'interrompre le processus de désintégration dans les Balkans, a imposé un cadre étatique commun à la Serbie-Monténégro. Cependant, cette nouvelle orientation ne va pas jusqu'au bout de sa logique : lors de la création de la « Communauté d'États », elle a laissé subsister deux banques centrales et deux systèmes monétaires (euro au Monténégro, dinar en Serbie) pour demander ensuite l'harmonisation du système économique et la création d'un marché unique ! C'est en effet en tant qu'entité fonctionnelle que la Serbie-Monténégro pourrait à terme accéder à l'Union européenne. L'après-Slobodan Milošević a donc été une période pendant laquelle la fragmentation de la RFY s'est poursuivie. Dans ce contexte, deux dynamiques contradictoires s'opposent en permanence. D'un côté, comme le souligne Nebojša Vukadinović, l'on assiste à la poursuite du processus d'autonomisation des parties et, de l'autre, à la réintégration internationale de l'ensemble après une décennie de sanctions. La réintégration dans les organisations financières internationales, parmi lesquelles la Banque mondiale et le FMI, le retour au sein des institutions européennes, dont le Conseil de l'Europe en premier lieu, se sont conjugués avec la participation de la Serbie-Monténégro à de vastes projets de recomposition régionale promus par l'Union européenne.

Plus de trois ans après le changement de régime en octobre 2000, la Serbie peine à sortir d'une situation où l'exception devient la règle, ce qui menace directement le processus de démocratisation en cours : l'assassinat du premier ministre, Zoran Djindjić, l'état d'urgence, la crise institutionnelle, la corruption, la radicalisation politique avec le retour des forces nationalistes au pouvoir sont autant d'entraves à un assainissement de la vie politique. Lorsqu'ils soulignent, à propos de cette période que « les chances constitutionnelles ont été manquées », certains « transitologues » serbes (Podunavac, 2004 ; Bolčić, 2002) impliquent que l'énergie accumulée lors des mobilisations des citoyens contre le pouvoir dans les années 1990 – qui ont contribué à la chute tant attendue du régime – a faibli et, qu'en définitive, il n'y a toujours pas de véritable discontinuité entre l'avant et l'après-octobre 2000. À l'euphorie et à l'optimisme suscités par la « révolution » serbe d'octobre 2000, a succédé le désenchantement (Golubović, Spasić & Pavićević, 2003) : la population déçue par les réformes se désintéresse de la politique, à tel point que plusieurs élections ne peuvent aboutir en raison de l'abstentionnisme.

Plusieurs auteurs de ce numéro dressent un tableau sombre de la situation actuelle et des perspectives à court et moyen terme. À son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement serbe annonçait une thérapie de choc semblable à celle qu'avait connue la Pologne en 1990 et espérait qu'une transition rapide serait possible. C'était là faire preuve de peu de considération pour les réalités économiques. Car si la stabilisation macroéconomique permet le maintien d'un niveau de croissance et la maîtrise de l'inflation, ces indicateurs masquent toutefois les difficultés structurelles et, en premier lieu, celles liées à la privatisation. D'autre part, étant donné la perception d'un risque important, les IDE n'ont pas été à la hauteur des attentes et ce sont bien souvent des acquéreurs locaux, enrichis grâce au régime de Slobodan Milošević, qui ont pu prendre le contrôle de plusieurs grandes entreprises. Les impacts sociaux de la privatisation et, plus généralement, de la transition ont eu des conséquences politiques. À ce sujet, Catherine Samary, retrace les spécificités de la privatisation et montre que celle-ci a aggravé une situation sociale déjà désastreuse en Serbie. Dans ce contexte, si le recours à l'économie informelle, tel un « parapluie social », permet d'atténuer les tensions sociales, il ne saurait se substituer à une réelle politique de développement. C'est justement à ce niveau qu'apparaît la faiblesse de la politique économique menée après le 5 octobre 2000. Ce sont, en effet, les recettes du FMI qui ont été une fois de plus suivies, laissant une marge de manœuvre très étroite au gouvernement. Si la coalition DOS disposait au départ d'un double crédit, au sein de la population et au niveau international, elle n'a pas su en tirer profit par une politique économique répondant aux besoins de la population. À ce titre, la stratégie de lutte contre la pauvreté n'a été adoptée qu'en 2003. Un autre grave problème, qui n'est pas sans effet sur l'appauvrissement généralisé, est comme le rappelle Mirjana Morokvasić

la présence en Serbie-Monténégro d'un demi-million de réfugiés dont près de 300 000 réfugiés de Croatie et de Bosnie-Herzégovine et 200 000 personnes déplacées du Kosovo. Le statut de ces personnes est précaire (plus de la moitié n'ont toujours pas de citoyenneté) alors qu'elles sont pourtant sur place depuis cinq à dix ans, voire plus. Leurs chances de retour s'estompent, d'autant que les réfugiés optent de moins en moins pour cette solution, leur avenir étant désormais en Serbie. Les mesures adoptées ou annoncées à l'intention de « la diaspora » (accès à la citoyenneté et droit de vote entre autres) pourraient profiter à cette population.

Même si le regain des partis nationalistes au pouvoir en 2004 s'explique par plusieurs autres facteurs, force est de constater que la déception provoquée dans la population par les réformes économiques a créé un contexte propice au discours populiste. L'arrivée au pouvoir de la coalition DOS, composée de dix-sept partis d'opposition à Slobodan Milošević d'orientations différentes, incarnait pourtant l'espoir d'une amélioration des conditions de vie après plus de dix ans d'appauvrissement et d'isolement. Ivana Spasić fait dans son article l'inventaire de diverses « leçons » collectivement tirées par les citoyens serbes au cours des années 1990 ainsi que de certains éléments de la culture politique naissante. Des traces des comportements politiques nouvellement acquis pourraient subsister dans la société et la politique serbes.

Mais les partis membres de la coalition DOS n'ont cessé de se déchirer dans des querelles intestines entre différentes factions et différentes personnes jusqu'à la désintégration de la coalition initiale. En définitive, l'« occasion constitutionnelle » que fut le 5 octobre a été largement manquée du fait de l'irresponsabilité des principaux acteurs politiques de la période post-Milošević. En d'autres termes, le gouvernement n'a pas montré clairement sa détermination à consolider le système judiciaire, à faire en sorte que la loi soit la même pour tous et, plus généralement, à introduire des règles entièrement nouvelles dans le jeu social. Ces développements n'ont pas été pour rien dans l'accroissement du sentiment de déception et de promesses bafouées. L'absence de définition claire d'un cadre institutionnel ne fait qu'accroître le climat d'instabilité et d'incertitude. Pour reprendre la formule lapidaire de Nedžad Dimitrijević (2004), la Serbie reste « un État incomplet ».

Aujourd'hui la Serbie-Monténégro mérite une attention particulière. Pourtant, à l'heure de l'élargissement de l'Union européenne, ce pays reste exclu d'une politique communautaire clairement définie et du processus d'adhésion. Cette absence de perspective, combinée à une mauvaise situation économique, risque de renforcer les instabilités et d'en faire un pays peu attrayant pour les IDE, malgré son potentiel indéniable et sa position stratégique. Or cette situation peut avoir des effets déstabilisants pour l'ensemble de la région.

3. UN ÉTAT FRAGMENTÉ FACE À SON DEVENIR

La question du devenir européen de la Serbie-Monténégro se pose avec d'autant plus d'acuité aujourd'hui qu'elle est supposée se retrouver, dès 2007, pratiquement enclavée dans l'Union européenne. L'adhésion à l'UE des pays voisins pourrait lui servir d'exemple pour la motiver et l'encourager. Cependant, il ne faut pas négliger le risque d'une marginalisation, d'un nouvel isolement, auquel cas l'impact économique à long terme pourrait être négatif. Par ailleurs, la hiérarchisation de l'adhésion des pays des « Balkans occidentaux » pourrait accélérer le morcellement en cours dans la région, ce qui serait contraire à l'idée d'une coopération et d'une intégration nécessaires au niveau régional. De surcroît, la population de la Serbie-Monténégro qui, dans son ensemble, n'a pas encore ressenti les bienfaits de la transition pourrait interpréter la situation comme le simple prolongement de l'interventionnisme international de la décennie passée, dont elle a été la première à subir les effets.

La vocation européenne de cette partie des Balkans, qui se trouve aujourd'hui dans le dernier wagon du train pour Bruxelles, ne semble faire aucun doute chez les acteurs en présence. Elle a été affirmée lors de l'adhésion de la Serbie-Monténégro au Conseil de l'Europe, en avril 2003, et réitérée à de nombreuses occasions depuis ². Elle est d'ailleurs inscrite comme objectif dans sa Charte constitutionnelle. Le fait d'avoir plus d'un million de ses ressortissants déjà résidents et/ou citoyens de l'UE représente un capital social et humain précieux pour la Serbie-Monténégro : le potentiel économique de la « diaspora » est indéniable et, depuis le changement de régime, celle-ci est également sollicitée en tant qu'acteur dans le processus de démocratisation (Mirjana Morokvasic).

La Serbie-Monténégro, y compris le Kosovo, ne peut pas avancer dans le sens de l'intégration européenne sans renforcer sa propre intégration à l'échelle locale. Sur ce point, le pays est confronté à plusieurs obstacles de taille qui freinent son processus de rapprochement avec l'Union européenne dont sa coopération avec le TPIY de La Haye et les rapports entre, d'une part, la Serbie et le Monténégro et, d'autre part, le Kosovo. Concernant le premier point, le contexte politique en Serbie où le gouvernement réunit des partis dont les programmes et les idées divergent au sujet du TPIY et où, de surcroît, il doit compter au Parlement sur le soutien du parti de Slobodan Milošević n'est pas propice à une coopération pleine et entière avec le Tribunal.

2. Le Conseil européen de Thessalonique des 19 et 20 juin 2003 « a réaffirmé qu'il était résolu à soutenir pleinement et efficacement la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux, qui feront partie intégrante de l'UE dès qu'ils répondront aux critères établis. » Conclusions de la Présidence, Conseil européen de Thessalonique, les 19-20 juin 2003.

Si l'intégration internationale et la coopération régionale – y compris avec les ennemis d'hier – sont sur la bonne voie, les rapports au sein même de l'État sont difficiles. Au Monténégro, la coalition au pouvoir n'a pas abandonné (en tout cas dans le discours à usage interne) le rêve d'une adhésion séparée à l'UE et prétend que l'Union avec la Serbie ne serait qu'un compromis raté qui ralentirait le processus de rapprochement avec l'Union européenne. Or, comme le remarque ici même Amaël Cattaruzza, les résultats du recensement de la population d'octobre 2003 au Monténégro sont un avertissement à tous ceux qui croient encore à la victoire des indépendantistes lors d'un éventuel référendum (Penev, 2003).

La question du Kosovo concerne non seulement la Serbie-Monténégro mais toute la région et, directement, l'Union européenne. Les violences contre les Serbes et les destructions infligées à leur héritage historique en mars 2004 ont fait apparaître au grand jour la situation qui couvait dans la province depuis cinq ans et soulèvent une nouvelle fois la question très sensible du statut de la province et des frontières. Les acteurs en présence campent sur leurs positions rigides alors que la solution ne peut être qu'un compromis. La communauté internationale a reconnu l'échec du statu quo mais elle continue de défendre un Kosovo multiethnique qui n'a jamais été aussi loin de la réalité qu'aujourd'hui. Les Albanais du Kosovo, quant à eux, veulent l'indépendance tandis que, pour les Serbes, l'autonomie ou la division du Kosovo seraient des solutions envisageables. Aucune de ces solutions n'a de chance d'être adoptée dans l'immédiat. Le statu quo risque donc de durer sous une forme ou une autre, la reprise des violences menaçant toujours dans un contexte où la protection des minorités n'est pas assurée, sans oublier leurs répercussions dans les régions frontalières de Serbie et de Macédoine. Faut-il ajouter les conséquences économiques d'une situation où les droits de propriété ne sont pas garantis et où, en l'absence d'investissements, la population est condamnée au chômage, à l'économie informelle et aux trafics ?

La situation est complexe et les solutions en présence, figées et incompatibles. En Serbie, si le risque d'une instrumentalisation du Kosovo telle que l'a pratiquée Slobodan Milošević, semble provisoirement écarté, la situation politique demeure fragile. La pauvreté, l'instabilité des frontières, constituent un terrain propice au populisme et à l'apathie politique dans une large partie de la population. Et ceci d'autant plus que le gouvernement est dans l'impossibilité de fixer une perspective d'adhésion européenne avec un échéancier précis. Pour un devenir européen, un large consensus serait nécessaire entre la coalition au pouvoir et tous les partis d'opposition, en Serbie comme au Monténégro.

Dans l'attente de cette adhésion, la Serbie a, sur le plan interne, d'autres chantiers dont celui, prioritaire, de sa propre Constitution qui pourrait, en outre, appuyer sa stratégie européenne. Elle permettra, comme le souligne

Thomas Meekel, l'élaboration du projet global de décentralisation. Une nouvelle Constitution pour une nouvelle Serbie qui aurait à repenser aussi sa question nationale.

Tout au long de l'élaboration de ce numéro commencé en 2002³, la scène politique en Serbie-Monténégro a connu de nombreux bouleversements. La plupart des textes de ce recueil, achevés plusieurs mois avant les dernières élections serbes, reflètent dans leur conclusion le pessimisme ambiant et soulignent les « occasions constitutionnelles » manquées de la coalition démocratique au pouvoir, victime de ses propres contradictions et querelles intestines. En Serbie, la rupture avec le régime précédent n'a pas encore été consommée, une certaine « continuité », ne serait-ce que tactique, ayant été maintenue par le gouvernement de Zoran Djindjić. Or l'Unité pour les opérations spéciales de la police aurait été mêlée à l'attentat qui lui coûta la vie (des suspects ont été arrêtés et leur procès est en cours). Marina Glamotchak, qui voit dans la réorganisation des forces de police l'un des critères d'évaluation de la démocratisation entamée en Serbie, s'interroge sur la réforme des services de la sécurité intérieure décidée par le gouvernement après cet événement. De même, ce dernier affiche sa volonté décentralisatrice mais, comme le montre Thomas Meekel, l'autonomie des collectivités locales serbes n'est pas encore assurée, tant sur le plan institutionnel que financier.

L'échiquier politique demeure profondément marqué par des dynamiques de coalition où l'absence de poids électoral des formations social-démocrates, qui seraient susceptibles de canaliser les mécontentements sociaux, laisse la place à la récupération politique populiste des partis nationalistes. Les élections présidentielles de juin 2004 en Serbie ont montré que les électeurs avaient le choix entre deux options – l'une, néolibérale et l'autre, nationaliste. L'issue de ces élections pourrait cependant constituer un nouveau tournant et consolider les orientations politiques de 2000. La plupart des auteurs n'ont pas pu en rendre compte parce qu'ils avaient déjà achevé leur texte. La victoire, au second tour de l'élection présidentielle, le 27 juin 2004, de Boris Tadić, proeuropéen, candidat du Parti démocrate et héritier politique de Zoran Djindjić, sur son rival Tomislav Nikolić du Parti radical serbe (SRS) est un signe d'apaisement pour l'ensemble de la région et redonne de l'espoir à tous ceux qui, sur place, craignaient un retour à l'immobilisme et à l'isolationnisme. Or dans le contexte d'une réorganisation de l'échiquier politique, la question reste de savoir si la difficile cohabitation qui se dessine pourra mettre fin à la période de ralentissement des réformes et aux luttes intestines de la coalition réformatrice qui n'ont fait que compromettre l'ordre démocratique dans un pays où il commençait tout juste à émerger.

3. Un colloque sur la « réintégration de la RFY », organisé par le Centre de géostratégie de l'École Normale Supérieure à Paris en mars 2002, a été l'occasion de débats auxquels ont participé certains auteurs de ce numéro (Mladen Lazić, Catherine Samary, Nebojša Vukadinović et Mirjana Morokvasic).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BLAGOJEVIĆ Marina (prir.) (2000), *Mapiranje mizoginije u Srbiji 90-tih* (À propos de la misogynie en Serbie dans les années 1990), Beograd : AZIN.
- BOLČIĆ Silvano (2002), *Iseljavanje radne snage i odliv mozgova u Srbiji tokom 90-tih* (L'émigration de la main d'œuvre et l'exode des cerveaux de Serbie dans les années 1990), in Silvano Bolčić & Andjelka Milić (prir.), *op.cit.*, pp. 159-166.
- BOLČIĆ Silvano & MILIĆ Andjelka (prir.) (2002), *Srbija krajem milenijuma : razaranje društva, promene i svakodnevni život* (La Serbie au tournant du millénaire : destruction de la société, changements et vie quotidienne), Beograd : Institut za sociološka istraživanja.
- DIMITRIJEVIĆ Nenad (2004), *Srbija kao nedovršena država* (La Serbie, un État incomplet), in Dragica Vujadinović, Lino Veljak, Vladimir Goati & Veselin Pavićević (prir.), *Između autoritarizma i demokratije, Srbija, Crna Gora, Hrvatska* (Entre autoritarisme et démocratie, Serbie, Monténégro, Croatie), Knjiga II: Civilno društvo i politička kultura (La société civile et la culture politique), Beograd: CEDET, pp. 57-72.
- DINKIĆ Mladjan (1995), *Ekonomija destrukcije. Velika pljačka naroda* (Économie de la destruction. Le grand pillage du peuple), Beograd : VIN.
- GLAMOČAK Marina (2002), *La transition guerrière yougoslave*, Paris : l'Harmattan.
- GOLUBOVIĆ Zagorka, SPASIĆ Ivana & PAVIĆEVIĆ Djordje (prir.) (2003), *Politika i svakodnevni život. Srbija 1999-2002* (Politique et vie quotidienne. La Serbie 1999-2003), Beograd : Institut za filozofiju i društvenu teoriju.
- GOATI Vladimir (1996), *Političke elite, gradjanski rat i raspad Jugoslavije* (Les élites politiques, la guerre civile et la désintégration de la Yougoslavie), *Republika*, n° 147.
- GUILHOT Nicolas & SCHMITTER Philippe C. (2000), "De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies", *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, pp. 615-632.
- HIGLEY Jon & PAKULSKI Jan (2000), "Jeu de pouvoir des élites et consolidation de la démocratie en Europe centrale et orientale", *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, pp. 657-678.
- IVEKOVIĆ Ivan (1997), "Les laboratoires yougoslave et caucasien : État, développement et ré-ajustement global dans l'après guerre froide", *Balkanologie*, vol. 1, n° 1, pp. 33-62
- KORNAI Janos (1993) "Transformational recession", *Économie appliquée*, n° 46, pp. 181-227.
- LAZIĆ Mladen (1994), *Razaranje društva* (La destruction de la société), Beograd : Filip Višnjić.
- MILIĆ Andjelka (2002), *Dobitnici i gubitnici u procesu tranzicije iz ugla porodične svakodnevice (1991-2001)* (Les gagnants et les perdants dans les processus de transition sous l'angle du quotidien des ménages, 1991-2001), in Silvano Bolčić & Andjelka Milić (prir.), *op.cit.*, pp. 251-281.

- MORAWSKA Ewa (2001), "International Migration and the Consolidation of Democracy", in Jan Zielonka & Alex Pravda, *Democratic Consolidation in Eastern Europe*, Volume 2. International and Transnational Factors, Oxford/New York: Oxford University Press, pp. 163-191.
- PODUNAVAC Milan (2002), *Ustavni konsenzus u postkomunizmu : slučaj Srbija* (Le consensus constitutionnel dans le postcommunisme : le cas de la Serbie), *Filozofija i društvo*, XIX/XX, pp. 231-246.
- SZELENYI Ivan & SZELENYI Sonia (1995), "Circulation or reproduction of elites during the postcommunist transformation of Eastern Europe", *Theory and Society*, Vol. 24, n° 5, pp. 615-638.
- WOODWARD Susan (1995), *Balkan Tragedy – Chaos and Dissolution after the Cold War*, Washington D.C.: The Brookings Institution.
- ZIELONKA Jan (2001), *Democratic Consolidation in Eastern Europe*, Volume 1. Institutional Engineering, Oxford/New York: Oxford University Press.